

2ème session des Etats généraux de la santé et de l' assurance maladie (EGSAM):
Samedi 2 octobre de 9h à 18h
à l'école de médecine du Kremlin-Bicêtre
78 av. du Général Leclerc
94270 Kremlin-Bicêtre
ligne 7 (Villejuif), station Kremlin-Bicêtre

APPEL AUX EGSAM DU 2 OCTOBRE

Pour une santé solidaire
Contre la loi Douste-Blazy

Une loi de régression et de privatisation

La contre-réforme libérale Douste-Blazy, voté en catimini au mois de juillet, transforme en profondeur le système de santé et d'assurance maladie, créé dans l'après-guerre, sur un principe de répartition des richesses. Le paquet de mesures adopté est aussi injuste qu'antidémocratique et qu'inefficace.

Les économies budgétaires se font sur le dos des salariés et des usagers, alors que le déficit est d'abord dû au patronat, à l'Etat et à l'industrie pharmaceutique.. Tout en parlant de responsabilisation, l'Etat met sous tutelle les caisses des différentes branches et tourne le dos à l'aspiration à une plus grande démocratie sanitaire en supprimant purement les élections dans ces caisses.

On culpabilise les patients et les assurés alors que les affections de longue durée, cause principale de la hausse des dépenses, sont d'abord dû à l'aggravation des conditions de travail et du stress ainsi qu'à la détérioration de l'environnement. Qui peut douter que la privatisation est en marche quand le gouvernement nomme un ancien patron d'Axa à la tête du nouvel organisme chapeautant la Sécurité Sociale, doté du pouvoir de nommer les directeurs des caisses sans aucun compte à rendre ?

Rien n'est perdu

Pour autant la bataille n'est pas perdue contre les tenants d'une marchandisation de la santé.

L'opinion publique reste très majoritairement opposée à cette réforme dont on sait déjà qu'elle ne résoudra pas les problèmes et ne résorbera pas le déficit. Il ne s'agit que d'une première vague en appelant d'autres. Il est donc encore temps de s'y opposer, et pour cela de réfléchir à un projet alternatif améliorant le système actuel fondé sur la solidarité. Personne ne conteste que le système actuel a des dysfonctionnements et qu'il a besoin d'évoluer.

Mais pour réduire les inégalités de santé qui se creusent, élargir la prise en charge qui n'a cessé de baisser et répondre aux défis des moyens et du vieillissement démographique, rendre le système plus efficace, s'attaquer aux causes réelles du déséquilibre des comptes (dues au recul de 10 points de PIB dans la valeur ajoutée ce qui correspond à plus de 150 milliards d'euros qui doivent être mis en rapport au déficit comptable déclaré par le gouvernement de 11 milliards

d'euros), c'est une autre démarche alternative dont nous avons besoin. C'est bien vers une nouvelle logique de santé qu'il faut aller.

Rassembler, agir, vers une alternative.

Cette seconde session des Etats généraux de la santé et de l'assurance-maladie se veut un prélude à des mobilisations décentralisées dans toutes les régions et s'adresse à tous ceux : militants associatifs, syndicaux, de collectifs, mutualistes et politiques, comme les professionnels de santé qui veulent agir pour promouvoir un système de santé efficace et solidaire, s'en prenant aux inégalités. Elle est ouverte à des actions, notamment avec les médecins et personnels de santé en butte au plan Hôpital 2007, pendant hospitalier de la loi Douste-Blazy. Enfin, ces Etats Généraux s'inscrivent dans une perspective d'alternative au néolibéralisme, néolibéralisme continuellement rejeté dans la rue et dans les élections depuis plusieurs années.

+++++

Rappel : ORGANISATIONS MEMBRES des EGSAM

Act up, AGIS, AGR, AITEC, Association médicale de défense de la déontologie et des Droits des Malades, ATTAC, CADAC, CFDT UTI Lille, CGT Hôpital de Rouvray, CHG, CNIID, Collectif "la Sécu et l'hôpital public sont à nous", Collectif "la santé n'est pas une marchandise", Collectif "la santé, un droit pour tous", Collectif des Syndicats de Praticiens Hospitaliers pour la défense de l'Hôpital Public, Collectif National du Droit des Femmes, Comité Républicain de Défense de la Santé du Pas-de Calais, Confédération paysanne, Coopérative Pharmaciens, Coordination féministe et laïque, Coordination nationale de défense des hôpitaux de proximité, Coordination nationale infirmière, Coordination nationale infirmière, FSU, GR, GRETACT, IR,CNGR, Justice pour tous, LCR, Les Verts, MFPPF, MRC, La Mutuelle Des Etudiants, ODU, Parti radical de gauche, PCF, SMG, SNJMG, SNMPMI, SNPMI, SUD-Santé, SYGMA-FSU, Syndicat national des jeunes Médecins Généralistes, UFAL, UFMICT-CGT, UNEF, Union nationale des groupements des mutuelles solidaires (UNGMS), Union syndicale de la psychiatrie, Union Syndicale G10 Solidaires, Union Territoriale des Retraités de l'Essonne, UNRPA. UNRPA 17, PCF 78, Collectif "resistance-santé" de Thionville (57), des Hautes-Pyrénées (65), de Tain/Tournon, les comités locaux d'ATTAC, Comités de défense de la santé et de la Sécu d'Ardèche et de la Drôme, de Paris18e, de Seine-et-Marne, du Centre Essonne, du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine (92),des Yvelines, du Tarn-et-Garonne (82), de l'Aigle (61),d'Alençon(61), d' Arras (62), de St Briec(22),de Valenciennes,de Lille et de Roubaix(59),de Metz (57),de Strasbourg(67),de Tarare(69),de Toulouse(31),de Bordeaux(33),d'Ariège , de Moulins(03),de la Rochelle(17),de Charente, de Niort(79),de Guéret(23),de Chateauroux, Collectif Sécu 95, Collectif des médecins du travail de Bourg-en-Bresse, "Défendons la sécu" de Montpellier, Collectif " sauvons notre Sécu " d'Amiens, Collectif de soutien à la Sécu de Marne-la -Vallée (77), Collectif " Sauvons la Sécu " Puy de Dôme (63) ,de Haute-Loire, de Macon(71),d'Auxerre(89),de Nevers(58),de Mont-de -Marsan(40),de Marseille, Aubagne et La Ciotat (13),de Manosque(04),de Savoie et de Haute-Savoie, de Rennes et de Dinan(35),de Cherbourg(50),de la Réunion.